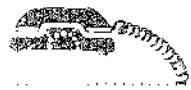


Administration  
Rédaction  
Abonnements et  
Publicité

Avenue de Luxembourg  
M 56 - Bde 5056 BP 2573  
Bujumbura - BURUNDI



22 54 87 22 62 32

170 par numéro

14<sup>e</sup> Année

ABONNEMENT

BURUNDI

12 Mois : 11.000 FBu  
6 Mois : 5700 FBu

ETRANGER

12 Mois : 20.000 FBu  
6 Mois : 10.500 FBu

Imprimé sur les Presses  
Hiset de l'INABU.

20 FBu l'exemplaire

Année 1992

Message du Chef de l'Etat à la Nation

## «La victoire remportée sur la voie de l'unité sera rééditée sur la voie de la démocratie»

Peuple Burundais,

L'année 1991 touche à sa fin et l'année 1992 va bientôt commencer. Comme de coutume, nous voudrions à cette occasion vous adresser nos vœux de nouvel an. Que l'année 1992 soit pour vous une année de bonheur et de prospérité. Qu'elle soit pour vous une année de bonne santé, une année de zèle dans la réalisation des projets personnels et des programmes de la nation.

A cette occasion de fin d'année, nous voudrions globalement jeter un regard rétrospectif sur nos réalisations pendant l'année qui s'achève et ébaucher les grandes orientations du programme de l'année qui commence.

En commençant l'année 1992, nous en avons donné les grandes orientations. Nous avons convenu que l'année 1991 serait caractérisée par la consolidation de l'unité nationale, par la démocratisation des institutions et de la vie politique, ainsi que par la poursuite des programmes de développement. Nous voudrions donc jeter un regard sur le pas franchi dans cette voie.

Premièrement, où nous sommes arrivés avec

la consolidation de l'unité ? Comme nous l'avions programmé, la Charte de l'Unité a été soumise au référendum populaire au mois de février. L'adoption de la Charte a été une étape décisive dans l'avenir du Burundi ; elle a été un événement hautement important dans la construction d'un Burundi uni et paisible. Nous avons demandé au peuple burundais de continuer sur la même lancée, en vivant concrètement et quotidiennement la Charte de l'Unité. En particulier, nous avons demandé aux responsables d'animer leurs collaborateurs dans ce combat, de les diriger dans l'esprit de la Charte de l'Unité. Nous leur avons demandé de donner eux-mêmes l'exemple, de vivre l'Unité, de défendre l'Unité. Ils ont répondu positivement à notre appel et de manière très satisfaisante.

Rappelons que nous-même, le Premier Ministre, le Secrétaire Général du Parti, les Membres du Gouvernement, les Gouverneurs des Provinces et d'autres autorités, avons régulièrement effectué des descentes sur le terrain pour dialoguer avec la population, pour parler unité avec la population, sans oublier les



Le Chef de l'Etat, le Major Pierre Buyoya : «Nous lançons un appel à tous les citoyens, aux intellectuels, aux fonctionnaires de l'Etat, aux opérateurs du secteur privé, aux agriculteurs, pour qu'ils soutiennent l'avènement d'une véritable démocratie et rejettent tout système politique marqué du sceau de la division».

autres programmes prioritaires, serments de l'Unité : la démocratie et le développement.

Rappelons également que suivant une résolution du Congrès Extraordinaire Elargi du Parti UPRONA, nous avons organisé le retour et la réinsertion des réfugiés burundais, toujours en vue de réaliser l'idéal d'Unité. Nous

avons lancé un appel à tous les réfugiés et leur avons assuré que le Burundi les attend à bras ouverts. Le Gouvernement a déployé d'importants moyens pour faciliter leur retour et leur réinsertion. Les Burundais ont participé matériellement à l'accueil de leurs concitoyens. La Communauté Internationale nous a

elle aussi soutenu matériellement et moralement. Grâce à ces efforts conjugués beaucoup de réfugiés sont déjà rentrés.

De même, nous avons déjà commencé à analyser tous les autres litiges nés de la division pour y remédier, afin de supprimer toute entrave à la consolidation de l'Unité.

Suite en page 2

### La sécurité incombe à tout un chacun

Le secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Laurent Kagame, a réuni les représentants des différents corps de police et les chefs de zones de la municipalité de Bujumbura lundi le 30 décembre 1991 au cabinet du Maire de la Ville.

D'emblée, le secrétaire

d'Etat à la sécurité a demandé à chaque chef de zone de faire le point sur la mise sur pied des comités de sécurité.

Le Chef de zone Rohero a informé les participants à la réunion que ce comi-

Suite en page 1

### Ghana

#### DIX ANS DU REGIME DU CAPITAINE RAWLINGS : DES SUCCES ECONOMIQUES INDENIABLES

Le Ghana, qui doit célébrer mardi le 10<sup>ème</sup> anniversaire du coup d'Etat du Capitaine Jerry Rawlings, peut se targuer de succès économiques indéniables

qui lui valent le satisfaction des bailleurs de fonds internationaux, mais les répercussions sociales de son programme d'ajustement suscitent, a l'intérieur, des

critiques. Le Ghana a lancé en 1983 un programme d'austérité avec le soutien du Fonds Moné-

Suite en page 8



Année 1992

Message du Chef de l'Etat à la Nation

## «La victoire remportée sur la voie de l'unité sera rééditée sur la voie de la démocratie»

Suite de la première page

Ce travail continue, et nous pensons qu'il sera bientôt achevé.

Voilà donc globalement l'étape où nous en sommes sur la voie de l'unité. Mais pendant que nous animions le combat pour l'unité, des concitoyens infestés du virus de la division, continuaient d'enseigner la haine ethnique et la destruction de l'unité. Pendant que nous enseignions la paix et l'unité, ils prêchaient le massacre et l'effusion de sang.

Le résultat auquel ils ont abouti, vous l'avez vu au mois de novembre. En déclenchant des massacres interethniques, ils avaient espéré que la guerre gagnerait tout le pays. A cette occasion, l'unité a réellement joué. Aux attaques ou aux tentatives d'attaque la population a opposé le bouclier de l'unité. Les Burundais ont montré que la Charte de l'Unité est une réalité vivante. Au lieu de nous décourager, l'attaque nous a permis de renforcer notre détermination à lutter pour l'unité nationale.

Autant le renforcement de l'unité nationale a constitué une grande préoccupation au niveau national, autant le renforcement des relations entre le Burundi et les pays et organismes amis a caractérisé notre diplomatie tout au long de l'année écoulée. Nous en voulons pour preuve les visites effectuées chez nous par des hôtes de marque ainsi que nos propres visites à l'étranger et l'aide extérieure dont notre pays a bénéficié. Ce faisant, nous n'avons cessé d'œuvrer pour le renforcement de la paix internationale et des bonnes relations avec les autres pays, à commencer par les pays limitrophes.

Cependant, certains voisins ne nous comprennent pas, de sorte que nos relations ne sont pas toujours au beau fixe. Vous l'avez vous-mêmes constaté ces derniers jours. Pour notre part, nous œuvrons pour que des solutions à tous les problèmes qui se posent soient trouvées, sur base des principes qui guident notre politique extérieure. Nous sommes fermement attachés à la consolidation de la paix internationale, au bon voisinage et à la sécurité sur nos frontières. Nous sommes toujours guidés par le principe

de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et soutenons la coopération internationale. Dans l'intérêt évident de nos peuples, nous devons respecter ces principes. Nous souhaitons que nos amis nous comprennent et évitent toutes attitudes susceptibles d'entacher nos relations.

Deuxièmement, au début de l'année 1991, nous avons précisé qu'elle sera aussi l'année de la démocratisation des institutions et de la vie politique de notre pays. Au mois de mars, nous avons mis sur pied une Commission constitutionnelle composée de trente cinq (35) membres. Cette Commission a travaillé jour et nuit, en sorte qu'au début du mois de septembre elle a déposé son rapport. Ce rapport a été expliqué et a servi de base à un large débat populaire mené dans tous les secteurs et à différents niveaux : dans les services de l'Etat, dans le secteur privé, à l'université, au niveau des provinces, des communes et des zones. Ce débat a permis à la population de critiquer et de compléter le rapport.

En menant un débat constructif et dépourvu de toute complaisance, les Burundais ont montré qu'ils comprennent la démocratie, qu'ils vivent déjà la démocratie. Ils ont montré que le Burundi a déjà franchi des pas sur la voie de la démocratie.

La Commission constitutionnelle vient donc de rassembler les réflexions et propositions de la population. Dans les jours à venir, nous en tirerons les conclusions nécessaires et porterons à la connaissance du peuple burundais et de la Communauté Internationale, la suite du programme politique.

Troisièmement, nous avons poursuivi la réalisation des programmes de développement. Faute de pouvoir énumérer ici toutes les réalisations, nous en donnerons une appréciation générale.

Le Conseil économique et social a organisé dans tout le pays, jusqu'au niveau des collines, des débats sur son rapport. Les propositions issues de ces réunions sont en train d'être condensées et permettront de préparer une Charte du développement.

En matière économique,

les activités de production ont continué dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'artisanat. Dans le domaine de l'agriculture, la production a été satisfaisante. La situation alimentaire est restée bonne. Nous avons poursuivi d'autres activités de développement comme la construction des routes, l'alimentation de la population en eau potable, l'extension du projet COOPEC, l'électrification des centres urbains, etc...

Nous avons également poursuivi les réformes économiques et l'assainissement de la gestion des finances de l'Etat en collaboration avec les institutions financières internationales. De notre appréciation, qui est d'ailleurs partagée par nos partenaires extérieurs, nous pouvons dire que, malgré des difficultés réelles, l'économie burundaise a progressé.

En matière sociale, nos principaux objectifs ont été également poursuivis: construction d'écoles primaires et secondaires, construction de centres de santé, etc... La contribution des collectivités locales dans la réalisation des programmes sociaux a été déterminante.

En bref, nous pouvons dire que l'année 1991 a été vécue sous le signe du renforcement de l'unité nationale, de la démocratisation et de la poursuite de programmes de développement.

Nous saisissons cette opportunité pour adresser nos sincères félicitations au peuple burundais pour les succès remportés au cours de cette année. Nous félicitons particulièrement les Burundais qui, lors de la récente agression, se sont posés en défenseurs intrinsèques de l'unité et qui, armés de la Charte de l'Unité nationale, ont repoussé l'agresseur.

Nous lui demandons de garder cet élan: Nous souhaitons que les rangs des partisans de l'unité nationale, de la démocratie et du développement grossissent davantage, afin que nous puissions marquer d'autres pas au cours de l'année qui commence.

Quelles sont, à présent, les orientations pour l'année 1992 ? La principale activité sera la démocratisation des institutions et de la vie politique de notre pays.

Vous savez où nous en sommes. La Commission

constitutionnelle a déjà recueilli les réflexions et propositions de la population sur cette question. D'ici peu, nous porterons à votre connaissance la voie à emprunter pour renforcer la démocratie dans notre pays. Nous préciserons davantage la voie qui nous conduira jusqu'à la mise en place des institutions démocratiques.

D'ores et déjà, nous demandons aux Burundais de comprendre ce qu'est la démocratie véritable. La vraie démocratie va de pair avec la paix, avec l'unité nationale et avec le développement.

Premièrement, nous voudrions que la démocratie soit renforcée dans un climat de paix. Il faudra donc beaucoup veiller à la sécurité. Cette tâche revient à tout le monde. L'agression armée que le Burundi vient de subir nous aura montré que la démocratie ne peut être renforcée sans la paix. Les ennemis de la démocratie guettent tous nos pas pour nous tendre des pièges, pour perturber la paix. La réalisation du projet de démocratisation de la vie politique doit donc aller de pair avec le maintien de la paix.

Comme nous l'avons déjà dit ces derniers jours, la population, les dirigeants et les forces de l'ordre doivent s'investir totalement dans le maintien de la sécurité.

Au cours de l'année qui commence, nous entendons donc mobiliser toutes les forces pour que la paix règne dans tout le pays, sur les collines, dans les villes, pour que la paix règne dans les coeurs des citoyens, afin qu'ils participent en toute quiétude à la réalisation des programmes nationaux. Cela ne sera possible que s'il existe une réelle collaboration entre la population, l'administration et les forces de sécurité.

Deuxièmement, nous entendons également continuer sur la même lancée dans le renforcement de l'unité nationale, pour que la démocratie puisse avoir des bases solides. Notre attention sera particulièrement portée sur la jeunesse en vue de l'aider à consolider l'esprit d'unité.

Nous appelons les parents, les éducateurs, les différentes institutions du pays, les associations, les confessions, à s'occuper particulièrement de l'éducation

de la jeunesse dans l'esprit de l'unité, de la solidarité et du sens patriotique.

Troisièmement, nous poursuivons les activités de développement pour que la pauvreté n'entrave pas la réalisation du projet démocratique. Nous continuerons donc les programmes de développement en cours : augmentation de la production agro-pastorale, industrielle et artisanale, augmentation du rendement des agents de l'Etat, gestion saine des finances de l'Etat, alimentation de la population en eau potable, amélioration de l'habitat, éducation de la jeunesse, santé, etc... Nous continuerons aussi l'important programme des réformes économiques en collaboration avec les institutions financières internationales.

Voilà comment nous entendons réaliser notre projet démocratique. Les réformes démocratiques s'inscrivent dans un courant universel, auquel le Burundi se doit d'adhérer. Nous devons aller sans crainte dans la démocratie, mais en tenant compte de nos réalités propres et des aspirations du peuple burundais.

Nous lançons un appel à tous les citoyens, aux intellectuels, aux fonctionnaires de l'Etat, aux opérateurs du secteur privé, aux agriculteurs, pour qu'ils soutiennent l'avènement d'une véritable démocratie et rejettent tout système politique marqué du sceau de la division.

En terminant, nous voudrions remercier tous les Burundais pour avoir activement participé à l'exécution des programmes que nous nous étions fixés pour l'année qui s'achève. Nous les félicitons pour avoir adopté massivement la Charte de l'Unité nationale et pour avoir traduit l'unité dans les faits surtout lors de l'agression que le Burundi a récemment subie.

La détermination que vous avez manifestée dans la lutte pour l'unité et la paix devrait également vous caractériser dans l'édification d'une meilleure démocratie. Ainsi la victoire que nous avons remportée sur la voie de l'unité sera rééditée sur la voie de la démocratie.

Nous terminons en vous souhaitant encore une fois une bonne et heureuse année 1992. Qu'elle soit porteuse de bonheur pour vous et pour le Burundi.

Tugire amahoro-